Après la victoire : les défis du Président iranien Hassan Rohani

Clément Therme est chercheur pour le programme Moyen-Orient de l'International Institute for Strategic Studies (IISS). Il a notamment contribué à l'ouvrage « Iran : la prière des poètes », aux éditions Nevicata (mai 2017).

La victoire du Président Rohani au premier tour des élections présidentielles du 19 mai 2017 avec 57% des voix contre 38% à son rival conservateur Ebrahim Raissi est la manifestation politique des transformations socio-culturelles du pays. Il s'agit ainsi de l'expression d'une volonté de normalisation de la situation intérieure (aspiration à une réforme apaisée) et extérieure (détente sur la scène internationale). C'est aussi un vote « contre » Ebrahim Raissi le candidat conservateur dont le programme économique est apparu en contradiction avec sa réputation d'homme d'affaires islamique. Il est en effet le responsable d'une fondation pieuse (Astan-e Qods) de Machhad, capitale de la province du Khorassan.

La majorité des Iraniens n'a pas voulu d'une politique de redistribution de la rente pétrolière aux plus démunis aux effets inflationnistes dévastateurs. Cela est d'autant plus vrai qu'avec un prix du baril de pétrole déclinant, l'augmentation de la pauvreté sous le premier mandat de Rohani aurait pu être encore plus sévère avec un président populiste issu de la droite islamiste. *In fine*, la classe moyenne iranienne a fait le choix d'un président centriste en espérant une politique étrangère d'apaisement se focalisant sur le développement socio-économique du pays. Cela traduit aussi une lassitude des slogans révolutionnaires au sein de la population iranienne.

Pour son second mandat, Rohani fait face à de nombreux défis. En premier lieu, les institutions non élues vont tenter d'empêcher Rohani d'appliquer ses réformes. Sur le plan des droits humains il devra faire face au pouvoir judiciaire dominé par des ayatollahs très âgés qui craignent toute réforme politique. Sur le plan régional, les gardiens de la Révolution s'opposeront à toute volonté de compromis avec les pétromonarchies du Golfe et ils tenteront de limiter les ambitions de détente diplomatique de Rohani : en particulier son projet de désengagement militaire des guerres régionales (Syrie, Irak ou Yémen). Le Guide ne le soutiendra que dans sa politique de relance de l'économie et utilisera les ultraconservateurs pour conserver la pureté révolutionnaire de la République islamique et son pouvoir personnel.

L'attaque de Daesh du 7 juin 2017 perpétrés par des djihadistes sunnites iraniens dont certains étaient originaires des provinces kurdes du pays est la conséquence de plusieurs facteurs : en premier lieu, le risque zéro n'existe pas même pour un régime autoritaire comme l'Iran qui accorde une importance primordiale aux services de sécurité. « L'espionite » de Téhéran a certes pu contribuer à réduire le risque terroriste avec une surveillance accrue mais le revers de la médaille a été une restriction des libertés individuelles et une surveillance accrue de la population. Cette ambiance sécuritaire a d'ailleurs été l'un des enjeux de la campagne présidentielle, en 2013, et à nouveau en 2017. L'action régionale de l'Iran a d'ailleurs été présentée depuis trois ans dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Cette volonté de l'Iran d'éliminer Daesh notamment en Irak montre néanmoins des limites aujourd'hui : l'Iran est à son tour victime du chaos régional.

En outre, il y a plusieurs dizaines de combattants iraniens au sein de Daesh, notamment en Irak, en Syrie et en Afghanistan. L'Etat s'efforce de lutter contre la radicalisation au sein de la communauté sunnite en Iran qui représente environ 15% de la population et lutte contre le

salafisme. C'est d'ailleurs cette question salafiste qui donne la justification officielle à l'interdiction de toute mosquée sunnite à Téhéran. En revanche, dans les provinces kurdes et baloutches, on observe des phénomènes de radicalisation de l'islam traditionnel (influence déobandie notamment). Pour autant, dans leur immense majorité les Sunnites iraniens sont modérés. En témoigne le score de Rohani dans la province du Sistan Baloutchistan (73,2%, son meilleur score).

Le risque principal à la suite de ces attentats de Daesh à Téhéran est l'escalade sectaire. Que les plus radicaux en Iran profitent de ces attentats pour critiquer la politique d'ouverture de Rohani et sa volonté de désengager l'Iran des guerres régionales. La lutte contre Daesh pourrait aussi être une cause de renforcement de l'engagement militaire iranien en Syrie et en Irak. Par ailleurs le développement des théories du complot en Iran (Arabie Saoudite = Daesh) et dans le Golfe et aux Etats-Unis (Iran = Daesh) ou les discours dénonçant l'existence d'un « Daesh chiite » risquent de se renforcer avec la persistance des guerres régionales. Au contraire il apparaît nécessaire que les Etats de la région délaissent ces passions sectaires pour renforcer leurs coopérations contre le terrorisme en général et contre Daesh en particulier. L'un des problèmes étant ici ce qu'on entend par groupes terroristes...

Sur le plan interne et au-delà de la question sécuritaire, lors de son second mandat, Rohani devrait mettre l'accent sur l'économie et, s'il y a une amélioration dans la vie quotidienne de la population, sa position au sein du système de la République islamique (*nezam*) en sera renforcée. A ce moment-là, il pourra faire avancer les réformes dans le domaine des droits civiques. Parmi la classe politique iranienne, les partisans du « modèle chinois » (alliant libéralisme économique et contrôle des libertés politiques) sont regroupés autour des centristes et des conservateurs pragmatiques. Ils vont s'opposer aux conservateurs idéologiques. Ces derniers craignent en effet les conséquences de l'ouverture économique du pays pour l'identité culturelle de l'Iran islamique. Ce débat oppose les tenants d'un Etat légal (autour du Président élu) et ceux qui se prévalent de la Révolution (institutions non élues). Pour le Guide, garant de la Révolution, il est nécessaire d'obtenir la garantie que les investissements étrangers ne conduiront pas à une « infiltration sécuritaire et culturelle » et certains membres des élites iraniennes comme l'ayatollah Mesbah Yazdi, un ultraconservateur, prônent l'ascétisme et fustigent le matérialisme occidental. A l'inverse, pour le président Rohani, il est indispensable d'attirer les investissements étrangers pour renforcer la légitimité populaire du système et, par là même, la puissance de la « culture islamique iranienne » sur la scène régionale et internationale. Cette absence d'unité au sein des élites politiques et les aspirations démocratiques de la classe moyenne iranienne expliquent en partie l'incapacité récurrente des partisans de Rafsandjani et maintenant de Rohani à appliquer le modèle chinois en Iran.

Près de vingt-huit ans après la chute du mur de Berlin (1989), la République islamique a démontré des facultés d'adaptation et une flexibilité qui ont surpris de nombreux observateurs. Même s'il est vrai que la sociabilisation internationale des élites politiques et diplomatiques iraniennes a conduit à une forme d'embourgeoisement de la Révolution islamique, la normalisation des relations internationales de la République islamique reste néanmoins suspendue à un nouvel aggiornamento révolutionnaire et à l'intégration au sein de l'Etat légal des forces sécuritaires révolutionnaires comme les Gardiens de la Révolution et les Bassidjis. L'impossible quête de la « démocratie islamique » reste d'actualité, même si les causes de l'échec des réformes semblent avoir évolué depuis la fin de la Guerre froide. Dans les années 1990, c'est bien la dimension théocratique d'un système institutionnel à la double légitimité révolutionnaire et élective qui apparaît comme le principal obstacle à la réussite du programme des réformateurs. Depuis l'échec du Mouvement Vert en 2009-2010, c'est désormais la

dimension sécuritaire qui semble bloquer toute velléité de réforme interne, de réconciliation avec les Etats-Unis ou d'ouverture économique vis-à-vis de l'Occident. Malgré ces difficultés conjoncturelles, le libéralisme persan évoqué par le ministre de France à Téhéran, Léon Descos dit Eugène Aubin, en 1906, reste l'une des composantes socio-politiques de l'Iran contemporain. En revanche, son intégration au sein des institutions politiques de la République islamique reste à ce jour inachevé.

« En fait le mouvement libéral actuel a été fomenté par deux groupements divers, l'un celui des mollahs qui exploitent un peuple affaibli en concurrence avec les grands seigneurs, l'autre celui des marchands et en général de tous les jeunes Persans qui ont eu un contact avec le monde extérieur, ont puisé leurs idées en Europe ou dans les journaux persans du Caire et de Bombay. Le point de vue de ces deux groupes n'est évidemment pas le même et les partisans des vieux errements tireront facilement parti de leur opposition et de leur inexpérience. Rien n'est donc plus incertain que les destinées futures du libéralisme persan. Pour le moment il parait surtout devoir servir d'instrument à la politique anglaise dans la lutte d'influence et dans les négociations avec la Russie »[1].

Cette aspiration démocratique du peuple iranien sera d'ailleurs au cœur de la question de la succession du Guide suprême l'ayatollah Ali Khamenei. Le candidat défait Ebrahim Raissi représente l'Etat profond iranien et en général les présidents iraniens sont plus faibles lors de leur second mandat. Mais. Compte-tenu de l'âge du Guide (77 ans), les partisans de Rafsandjani, dont Rohani fait partie, pourraient désormais être en mesure d'influencer la succession du leader suprême. Le principal obstacle à surmonter pour Rohani est la réaction des gardiens de la Révolution, et de leur empire économique, à la politique du président élu envers le développement d'un secteur privé et le renforcement de la société civile. La réussite de cet agenda est le pire des scénarios pour le Guide et les institutions non-élues : elles privilégient en effet le maintien d'une économie rentière qui leur permet de récompenser les partisans de la République islamique (les *khodi*).

Cependant, si l'éclatement des pouvoirs en République islamique explique les difficultés à effectuer des réformes structurelles en particulier sur la question des droits humains, il n'en reste pas moins que la dimension élective est importante dans un régime révolutionnaire dont les élites sont convaincues de leur légitimité populaire et de leur ancrage social. La mainmise des conservateurs sur les institutions non élues n'empêche pas leur obligation de trouver un compromis entre les intérêts nationaux du pays (développement économique notamment) et ceux de la population (aspirations démocratiques). Rohani apparaît, dans cette perspective, comme un accommodement nécessaire avec une opinion publique divisée et une société pluraliste.

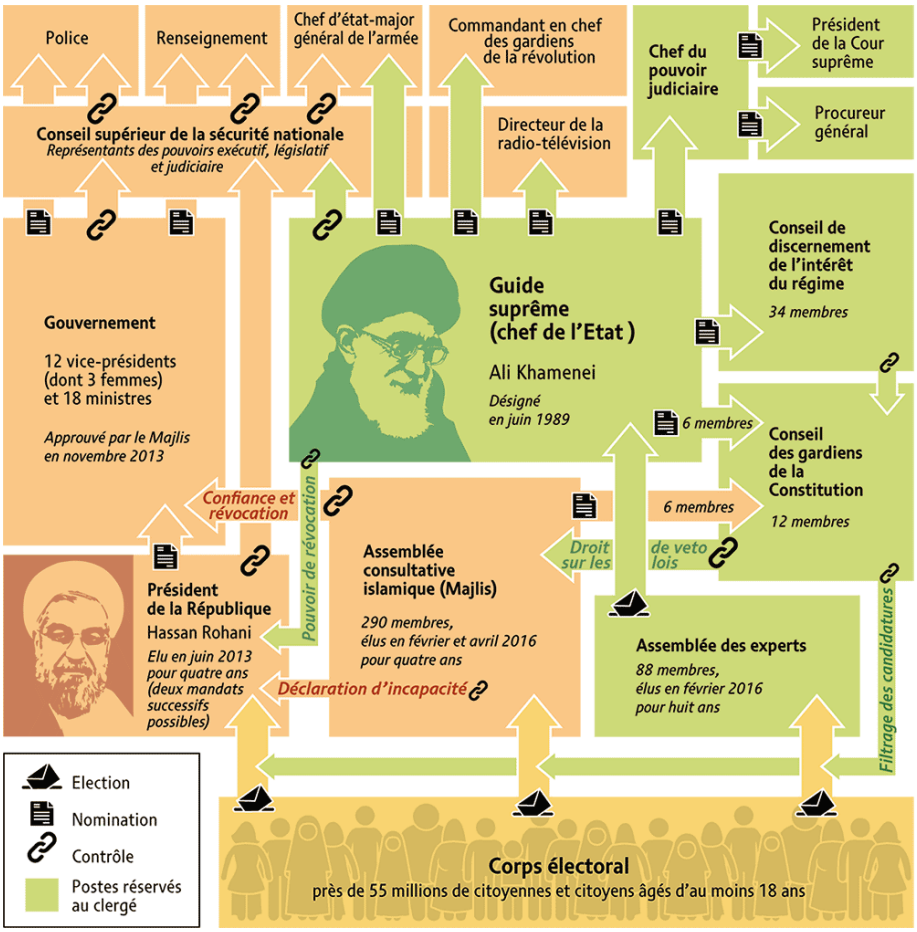
Sur le plan international, les Etats-Unis de Donald Trump ont de facto continué à honorer leurs engagements pris dans le cadre de l'Accord sur le nucléaire du 14 juillet 2015. Cependant, les déclarations américaines sous l'administration Trump concernant l'Iran referment la parenthèse Obama. On est revenu à la perception américaine traditionnelle qui considère l'Iran comme la première cause des conflits au Moyen-Orient. En effet, depuis la Révolution islamique de 1978-1979, la perception de l'Iran en Occident a été bouleversée. De gendarme du golfe Persique sous le Shah Mohammad-Reza Pahlavi à une République islamique qui apparaît, depuis lors, comme une puissance déstabilisatrice pour ses voisins arabes, la nature de la politique régionale

[1] Voir le télégramme du ministre de France à Téhéran L. Descos (Légation de France en Perse) à son ministre des affaires étrangères Monsieur Bourgeois le 17 août 1906. Iran – archives du MAE à La Courneuve. Correspondance politique. 1897- 1918. Perse.

de Téhéran n'a eu de cesse d'être mise en accusation. Aujourd'hui l'administration Trump qualifie l'influence iranienne de « maléfique » mais, en même temps, Téhéran peut être un partenaire dans la lutte contre Daesh. Cela étant, l'aide iranienne contre le djihadisme sunnite fait débat : est-elle un atout pour défaire l'ennemi prioritaire de l'Occident qu'est Daesh ou est-elle en elle même porteuse de dangers futurs ?

Pour le président Rohani, l'administration Trump est un défi. Les accusations de soutien iranien au « terrorisme » se sont intensifiées depuis l'arrivée de Trump à la présidence des Etats-Unis. C'est donc un facteur négatif pour le président Rohani. En effet, l'espoir d'une levée des sanctions primaires américaines non liées au nucléaire (« terrorisme » et droits de l'homme) sera difficile à réaliser. Cette promesse du candidat Rohani risque de se heurter à la stratégie de l'administration Trump d'utiliser une rhétorique incluant la menace d'un recours à la force pour contrer l'influence régionale de l'Iran. Par ailleurs, la politique régionale de l'Iran n'est pas placée sous l'autorité du Président : l'arrêt du programme de missiles balistiques ou la fin du soutien iranien au Hezbollah ou à certaines milices chiites en Irak ne semble pas une option possible. Le problème est qu'il existe un lien entre cette politique régionale de Téhéran et l'appareil de sanctions économiques primaires américaines. C'est l'accusation de Washington contre Téhéran de soutenir « le terrorisme » au Moyen-Orient qui est l'une des bases juridiques à l'origine des difficultés de l'Iran à assurer son insertion au sein du système bancaire international. L'un des tests sera la sortie ou non de l'Iran de la liste noire des pays du Groupe d'action financière (GAFI) qui sera décidée au mois de juin 2017. Aussi, l'Iran doit-il réformer son système bancaire pour faire preuve de plus de transparence notamment s'agissant de la question du blanchiment d'argent. Pour autant, le maintien des engagements de Washington dans le cadre de l'Accord sur le nucléaire peut permettre la poursuite des coopérations économiques entre l'Iran et les pays européens.

Par ailleurs, une réélection de Rohani est préférable pour la recherche de solutions diplomatiques dans la région du Moyen-Orient. Cette campagne électorale a permis, par exemple, de lever le tabou sur la participation de l'Iran à travers des « proxies » dans les guerres régionales (Irak, Syrie, Yémen). Sans remettre en cause les fondamentaux de la politique régionale, le président sortant insiste sur la nécessité de faire de l'Iran une puissance de médiation exerçant une influence stabilisatrice plutôt que de participer aux conflits en dépensant les ressources du pays. Dans tous les cas, il est conscient que la poursuite d'une stratégie régionale hostile aux intérêts occidentaux est difficilement compatible avec une stratégie d'émergence économique dans une zone de conflits.

Pour son avenir, l'Iran a fait un choix décisif pour répondre au défi de l'émergence économique dans une zone marquée par un environnement régional instable. Ils ont choisi la vision de Rohani, celle d'un pays plus démocratique, pacifique et fédéral se focalisant sur le développement socio-économique. Contre celle de d'un Etat dominé par les services de sécurité, un régime politique autoritaire, un extrémisme endémique et une politique étrangère aventuriste.

Le rôle du Président